

# L'identité katangaise

*Aucune région n'a autant dominé l'imaginaire politique congolais que le Katanga. Dès l'indépendance du Congo, du régime mobutiste jusqu'à la prise de pouvoir par Laurent Kabila, le Katanga a surdéterminé le discours politique, souvent en disproportion avec son pouvoir réel dans le pays. Car cette province minière symbolise le pouvoir industriel congolais et, dans une certaine mesure variable à travers le temps, son pouvoir économique; elle participe ainsi au phénomène plus général de la création d'une identité particulière pour les habitants d'une région supposée « nourrir » les autres. L'identité katangaise dépend donc fortement du symbolisme du secteur minier, mais également des structures étatiques créées pendant la colonisation et des caractéristiques de l'aire katangaise. Cette triple dépendance contribue à expliquer pourquoi les dirigeants katangais n'ont jamais été capables de forger l'identité katangaise comme une force capable de transformer radicalement leur province.*

ERIK KENNES

Les fondements de l'identité katangaise se sont profondément modifiés avec l'avènement du régime de Joseph Kabila: la fin des structures étatiques postcoloniales et la privatisation du secteur minier katangais eurent des répercussions sur l'image du Katanga, d'autant plus que cela coïncidait avec la disparition de la génération politique de l'indépendance. Afin de suivre ces transformations, un bref détour historique est nécessaire.

La première forme sous laquelle l'État colonial s'implanta au Katanga, et parfois ailleurs, fut celle de l'Union minière du Haut-Katanga; jusqu'en 1911, elle y exerçait même un pouvoir étatique avec sa propre police, avant l'incorporation de cette dernière dans la Force publique. Dans le complexe administratif colonial, comme l'a montré Jean-Luc Vellut, l'échange de personnel entre l'administration territoriale et les structures de gestion minière furent fréquents; difficile, dans ce contexte, de distinguer les structures étatiques et économiques.

Dès l'époque coloniale cependant, la population active dans l'économie katangaise était convaincue du déséquilibre entre sa contribution économique au Congo et les dividendes politiques qu'elle en tirait. En 1957, on estimait la contribution katangaise aux ressources totales du Congo à environ 50 %, tandis que sa part dans les dépenses budgétaires nationales équivalait à 20 % seulement. Ce déséquilibre fut aggravé sous le régime de Mobutu, quand le secteur minier katangais contribua pour environ 70 % aux recettes en devises du pays. Politiquement, la population blanche au Katanga gardait la mémoire de sa relative autonomie entre 1910 et 1933, quand elle fut dirigée par un vice-gouverneur général dépendant directement de Bruxelles, jusqu'à ce que la réforme administrative de 1933 mit le Katanga sur le même plan que les autres provinces.

### **INSTRUMENTALISATIONS DE L'AUTONOMIE**

Bien que ce sentiment d'autonomie fut fortement réprimé par Léopoldville avant l'indépendance du Congo, le gouvernement belge l'utilisa pour appuyer la sécession katangaise contre le gouvernement central de Patrice Lumumba. Une fois Lumumba neutralisé, le gouvernement belge changea progressivement son fusil d'épaule, appuyait une coalition Léopoldville-Élisabethville contre Gizenga à Stanleyville, et finalement, sous la pression des Nations unies et des autres pays occidentaux, abandonna l'indépendance du Katanga. Quand Tshombe devint Premier ministre en 1964, il appuya la Constitution de Luluabourg de 1964 qui introduisit un système fédéral au Congo et qui donna ainsi un espace d'autonomie au Katanga. Cependant, une fois les rébellions des mulelistes et des Simba réduites, Mobutu put mettre Tshombe de côté et réintroduire un système centralisé à l'extrême.

Pour ce qui est du discours et de l'idéologie, Mobutu put assoir sa légitimité sur sa capacité à « mettre fin au chaos », c'est-à-dire à vaincre les rébellions et restaurer l'ordre dans le pays — tout en récupérant de façon fort habile le discours lumumbiste (unitariste) dans sa propagande. Sa capacité d'intégrer le discours adverse dans sa propre expression du pouvoir se heurta cependant à la limite infranchissable du Katanga. Jamais il ne réussit à modifier l'opposition entre l'État central et la province cuprifère. Cette opposition irrécupérable réussit ainsi à dominer l'espace politique zaïrois. Premièrement, à cause de l'impossibilité pour l'État central à renoncer aux ressources essentielles du secteur minier katangais, nationalisé depuis 1967. Ensuite, par le fait que les seules véritables menaces militaires contre le régime Mobutu venaient du Katanga, des guerres du Shaba I et II à travers les « guerres » de Moba I et II, et finalement de la guerre de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), dirigée formellement par un Katangais.

Pourtant, même ces menaces militaires ne visaient pas la sécession du Katanga et eurent comme objectif la prise de pouvoir à Kinshasa. Le vrai capital politique katangais dans la lutte contre le pouvoir central fut la mémoire de

la sécession, levier utilisé dans le but d'augmenter l'autonomie de la province — ou de prendre le pouvoir central — plutôt que de réaliser une vraie sécession. Inversement, cette mémoire de la sécession fut utilisée par le régime mobutiste pour réprimer toute volonté d'autonomie katangaise.

### **ENTRE AUTONOMIE ET DÉPENDANCE DU POUVOIR CENTRAL**

C'est ainsi que l'élite politique katangaise, prise en étau entre des revendications d'autonomie considérées comme illégitimes et un pouvoir centralisé jusque dans l'infrastructure, ne voulut jamais aller au bout de la logique de la sécession. Après le discours de libéralisation de la vie politique de Mobutu en 1990, le gouverneur du Katanga, Kyungu wa Kumwanza, brandissait constamment le spectre de la sécession, tout en jouant le jeu de Mobutu en cassant l'unité de l'opposition autour de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social). On peut même se poser la question de savoir si, durant l'indépendance proclamée par le gouvernement de Tshombe en 1960-1963 (hors la tendance extrémiste), on a voulu réellement créer un État katangais.

Si l'espace katangais à cette époque ressemblait en partie à un espace de survie de l'État colonial, n'oublions pas que des accords tacites existaient (notamment sur la distribution des réserves en devises pour soutenir les francs congolais et katangais, sous l'égide de la Banque centrale de la Belgique) entre le collège des commissaires généraux à Léopoldville et le gouvernement sécessionniste. Cette ambiguïté entre autonomie katangaise et dépendance de l'État central, héritage du temps colonial, explique sans doute en partie pourquoi l'élite politique au Katanga ne put jamais réaliser sa promesse d'un développement poussé de la province la plus industrialisée du Congo. Le Katanga fut finalement trop tributaire des structures de l'État congolais.

### **SÉCESSIONNISTES AU SUD ET UNITARISTES AU NORD**

Mais il y a plus. Sous la surface de l'unité katangaise se cache une profonde division entre le Nord et le Sud de la province, qui, du côté de la population katangaise, a hypothéqué dès le début le projet autonomiste.

Car en réalité, le discours d'autonomie et de sécession fut porté d'abord par les populations du Sud de la province, tandis que la majorité du Nord-Katanga — peuplé en majorité par les Luba du Katanga ou Lubakat — s'y est toujours opposée. Cette opposition Nord-Sud est surtout économique, Sud industrialisé contre Nord agricole (bien que disposant de la Géomines à Manono), obligeant les élites du Nord à se construire une position de pouvoir au sein du secteur minier du Sud.

Historiquement, l'unité de la province du Katanga n'est pas factice, dans le sens où l'intégration des principales politiques Luba dans le système de ges-

tion Lunda a créé une interpénétration que l'époque coloniale a fait oublier. Le colonisateur s'est tout d'abord allié avec deux peuples du Sud dont le système politique, selon l'ethnographie de l'époque, était considéré comme un « royaume » : les Lunda et les Yeke. En même temps, si le Mwant Yav des Lunda et le Mwami des Bayeke étaient vus par le colonisateur comme des « rois », leur pouvoir était fortement affaibli lors des expéditions belges et anglaises au Katanga. L'« empire » Yeke était sur le point de s'écrouler sous la pression militaire Sanga, tout comme le « royaume » Lunda s'était écroulé sous la pression Tshokwe. Cependant, les chefs Lunda et Yeke réussirent à pérenniser leur pouvoir en s'intégrant au système colonial, même si leur aire de pouvoir était fortement réduite à la suite du découpage administratif. Quand la sécession est proclamée en 1960, ce n'est pas un hasard si les hommes forts du gouvernement sont Lunda (Tshombe) et Yeke (Munongo).

En revanche, les Lubakat du Nord n'ont jamais été aussi bien intégrés dans l'imaginaire administratif colonial (même s'ils furent l'objet de nombreuses études de l'Église) : leur chef, Luba Kasongo Niembo, prit même pendant trois ans le maquis contre le colonisateur belge avant d'être relégué à Bunia jusqu'à sa mort. Pourtant, à l'avènement de Tshombe, les Luba se divisent entre un groupe majoritaire regroupant les Luba de la région allant de Kabongo jusqu'à Kalemie sous la direction de Jason Sendwe, et un groupe minoritaire, mais bénéficiant de la légitimité historique du « grand chef » Kasongo Niembo, autour de Kamina. Tandis que le groupe minoritaire se rallie à Tshombe, les Lubakat « majoritaires » sous Sendwe se rallient au gouvernement central de Patrice Lumumba et s'opposent à la sécession. Une violente guerre civile s'ensuit entre le Nord et le Sud, mettant les « sécessionnistes » du Sud contre les « unitaristes » du Nord.

## LES CLIVAGES CONTEMPORAINS

Cette division Nord-Sud se perpétue après la fin de la sécession, sous une forme presque matérielle et palpable : une force militaire issue de la sécession et des milices armées Lubakat du Nord, les « jeunesses ». La force militaire de l'État katangais, appelée « gendarmerie katangaise », fut en effet une force essentiellement recrutée au Sud. Après un exil en Angola après la fin de la sécession, elle retourna au Congo en 1964-1965 pour combattre la rébellion muleliste et Simba lorsque Tshombe était Premier ministre. Après la fin des rébellions et le début du régime Mobutu, l'armée katangaise, à ce moment-là composée essentiellement de Lunda, fut en Angola en 1967-1968 où elle est soutenue par le régime colonial portugais qui se méfie du « gauchiste » Mobutu. Avec l'indépendance de l'Angola en 1975, les Katangais, craignant un retour au Zaïre et leur élimination physique par le gouvernement Mobutu, s'allient avec le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) de Agostinho Neto. L'aide militaire apportée au MPLA avant et pendant l'arrivée des troupes cubaines en Angola crée une dette historique du MPLA, qui soutient les Katangais contre le régime mobutiste.

En 1977 et 1978, les Tigres katangais attaquent militairement le sud du Zaïre et affaiblissent considérablement le régime de Mobutu, même s'ils durent se retirer de nouveau en Angola. L'existence de cette force fut en quelque sorte le soubassement matériel de la mémoire de la sécession katangaise. Cette mémoire put fonctionner comme capital politique pour l'élite politique katangaise à cause de la menace militaire permanente contre le régime Mobutu qui se dégagea de la présence des Tigres katangais en Angola. En 1991, le gouverneur Kyungu wa Kumwanza ne recula pas devant une mise en scène de cette menace, quand des éléments des Tigres katangais entraînent les « jeunesses » militantes de son propre parti politique.

La survivance des milices du nord de la province après la sécession katangaise fut moins évidente. La force combattante du parti politique Balubakat, s'opposant au Sud sécessionniste, s'engagea dans une terrible violence pendant la période 1960-1963 et elle put appuyer un gouvernement autonome du Nord-Katanga jusqu'en 1964. Cependant, cette année-là, la rébellion muleliste s'étend à une vitesse fulgurante dans le pays à partir de la région de Fizi et de Uvira à l'est. La Balubakat comme telle ne s'engage pas dans la lutte muleliste et est démobilisée par l'assassinat de son leader Jason Sendwe. Cependant, une faction radicale de la Balubakat, lumumbiste de gauche, s'allie à la rébellion des Simba et participe à l'organisation de la prise d'Albertville en 1964. Son dirigeant fut Laurent Kabila. Après une formation dans la Chine maoïste, Kabila revient au pays et commence fin 1967 un mouvement de rébellion qui poursuivra le combat dans les montagnes inaccessibles du Sud-Kivu jusqu'en 1985. Une prise d'otages en 1975 et les deux attaques de Moba qu'il organise en 1984 et 1985 affaiblissent sérieusement le régime Mobutu d'un point de vue diplomatique, surtout aux yeux de ses soutiens extérieurs, car le président du Zaïre se présentait toujours comme le garant de la stabilité...

### UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

L'impact du mouvement de Kabila sur l'imaginaire politique Lubakat et katangais fut beaucoup plus limité que celui des Tigres katangais. Cependant, les choses se modifient de fond en comble avec l'arrivée au pouvoir de Laurent Kabila comme président de la République démocratique du Congo. Même s'il a pu prendre le pouvoir en naviguant sur les vagues des armées rwandaises et ougandaises, il put remobiliser les restes de son mouvement de résistance, le Parti de la révolution populaire (PRP), et surtout conclure une alliance avec les Tigres katangais en Angola. L'appui militaire de ces derniers — armés et organisés par le gouvernement angolais — permit au mouvement AFDL de mettre fin au régime de Mobutu sur toute l'étendue du territoire congolais.

Les Tigres ne purent jamais recueillir les fruits politiques de leur victoire militaire : après la prise de pouvoir par Kabila, ce dernier mobilise et organise d'abord des éléments Lubakat dans ses forces armées afin de se construire une base de pouvoir indépendante de ses parrains rwandais et ougandais, en

marginalisant les Tigres du Sud-Katanga. Le pouvoir Lubakat sous Laurent Kabila est fidèle à sa tradition antifédéraliste et installe un pouvoir fortement centralisé. Ainsi, l'opposition entre le Nord et le Sud du Katanga se retrouve inscrite au cœur même du pouvoir central. Le contrôle katangais du pouvoir central modifie bien sûr leur rapport à leur province d'origine.

L'assassinat de Laurent Kabila et l'avènement au pouvoir de Joseph Kabila inaugurent ensuite une reconfiguration de la structure du pouvoir, y compris au Katanga. Une génération plus jeune remplacera la génération de l'indépendance, dont Laurent Kabila fit partie.

Le secteur minier katangais, dominé depuis le début par la grande entreprise paternaliste Union minière-Gécamines, entourée d'un réseau d'institutions scolaires, médicales et sociales qui encadraient la population de la naissance jusqu'à la mort, s'est écroulé. L'entreprise coloniale est morcelée et remplacée par des opérateurs économiques qui obéissent à la loi des marchés financiers, cherchent une rentabilité rapide et élevée, et n'ont aucune intention d'encadrer ou d'aider la population. L'entreprise « Notre père et notre mère à nous tous » est remplacée par un capitalisme sans visage et son centre administratif à Lubumbashi est devenu une coquille vide, privée de ses gisements stratégiques. Avec la nouvelle Constitution de 2006, on introduit en plus un système décentralisé et même fédéral qui ne dit pas son nom. Toute cette évolution modifie les paramètres de l'opposition Katanga-État central et intensifie la lutte entre le Nord et le Sud de la province : la lutte pour les gisements miniers ne se fait plus autour de la seule Gécamines, mais autour d'une multiplicité d'acteurs où différents réseaux peuvent se profiler.

## **Chronologie succincte**

### **19 juin 1900**

création du Comité spécial du Katanga

### **15 novembre 1908**

l'État indépendant du Congo devient le Congo belge

### **1<sup>er</sup> septembre 1910**

la police du Comité spécial du Katanga est intégrée dans la Force publique

### **Décembre 1959**

élections pour conseils communaux et conseils de territoire

### **20 janvier-20 février 1960**

table ronde belgo-congolaise

### **30 juin 1960**

indépendance du Congo

### **11 juillet 1960**

proclamation de l'indépendance du Katanga

### **11 août 1960**

premières informations sur la formation de groupes armés Luba-Katanga (Balubakat)

### **12 août 1960**

début de l'arrivée des forces de l'ONUC

### **5 septembre 1960**

destitution de Patrice Lumumba par Joseph Kasa Vubu

### **14 septembre 1960**

coup d'État par le colonel Mobutu

### **17 septembre 1960**

prise de Manono par la Balubakat

### **17 janvier 1961**

assassinat de Patrice Lumumba à Élisabethville

### **30 janvier 1961**

installation du gouvernement du Nord-Katanga à Manono

**30 mars 1961**  
 reprise de Manono par  
 la gendarmerie katangaise

**10 novembre 1961**  
 début de l'installation du  
 gouvernement Balubakat  
 à Albertville

**Début janvier 1963**  
 transfert de la gendarmerie  
 katangaise en Angola

**14 janvier 1963**  
 déclaration de la fin  
 de la sécession katangaise

**27-29 mai 1964**  
 prise temporaire d'Albertville  
 par un groupe  
 autour de Laurent Kabila

**19 juin 1964**  
 assassinat de Jason Sendwe  
 et prise d'Albertville  
 par les Simba

**10 juillet 1964**  
 Moïse Tshombe prête ser-  
 ment comme Premier minis-  
 tre de la République  
 du Congo

**1<sup>er</sup> août 1964**  
 promulgation de la  
 Constitution de Luluabourg

**Septembre 1964**  
 retour des gendarmes  
 katangais de l'Angola

**24 novembre 1964**  
 opération contre Stanleyville

**25 novembre 1964**  
 coup d'État  
 par le président Mobutu

**23 juillet-  
 25 septembre 1966**  
 mutinerie des ex-gendarmes  
 katangais à Stanleyville

**31 décembre 1966**  
 nationalisation de l'Union  
 minière du Haut-Katanga  
 et création de la Gecommin

**29-30 juin 1967**  
 enlèvement et emprisonne-  
 ment de Moïse Tshombe

## LES HOMMES FORTS

Après l'assassinat de Laurent Kabila, l'éli-  
 te politique du Sud-Katanga fait une ascen-  
 sion progressive jusqu'au centre du pouvoir.  
 La figure centrale dans cette évolution est  
 l'énigmatique Augustin Katumba Mwanke,  
 homme fort discret et souvent invisible, mais  
 qui réussit à devenir totalement indispensa-  
 ble dans tous les contrats importants conclus  
 avec les entreprises étrangères. Petit à petit,  
 Katumba Mwanke réussit à détenir l'essentiel  
 du pouvoir décisionnel économique du pays,  
 en ayant une influence profonde sur les no-  
 minations du personnel politique. Même dans  
 sa région d'origine émerge un opérateur éco-  
 nomique qui, par ses actions populistes, jouit  
 d'une énorme popularité : Moïse Katumbi  
 Chapwe. Ce dernier reprend symbolique-  
 ment l'héritage de la sécession et surtout le  
 rêve d'un âge d'or qu'elle incarne. Grâce à un  
 compromis avec Katumba Mwanke, il devient  
 gouverneur du Katanga dans le nouveau sys-  
 tème de tendance fédérale instauré après les  
 élections de 2006.

Face au pouvoir considérable du Sud-  
 Katanga se profile un autre homme fort du  
 Nord-Katanga : John Numbi, Lubakat de la  
 ville de Malemba Nkulu dont le pouvoir est  
 le résultat — ce n'est pas un hasard, vu le re-  
 crutement des militaires Lubakat par Laurent  
 Kabila — d'une carrière militaire doublée  
 d'une habile saisie d'opportunités commer-  
 ciales. Numbi devient l'adversaire politique  
 de Moïse Katumbi. Ce dernier, devenu gou-  
 verneur après une longue période de gouver-  
 neurs Lubakat au Katanga, gère mal la donnée  
 ethnique et ne réussit pas à maîtriser la coali-  
 tion Lubakat qui s'est dressée contre lui sous  
 l'influence de John Numbi et des commer-  
 çants Lubakat dans les centres urbains. Cela  
 crée une opposition entre le Nord et le Sud  
 de la province dont la famille présidentielle  
 ne peut que tirer profit. Dans la constellation  
 actuelle des forces, le pouvoir de cette famille,  
 divisée en plusieurs clans avec chacun ses ré-

seaux, ne peut se permettre la confrontation avec une élite katangaise unie. Kabila essaie de diluer l'élite katangaise en faisant appel à des ressortissants du Maniema et du Kasai.

Dans ce contexte, bien que la mémoire de la sécession survive encore sous la forme des espoirs incarnés par Moïse Katumbi, le soubassement matériel de cette mémoire a disparu. Les Tigres, rentrés au pays, ne jouent plus aucun rôle politique ou militaire. Les jeunesses Lubakat, bien que se prolongeant sous forme des Mayi Mayi du Nord-Katanga, ont disparu en tant que facteur politique. Le Katanga pourrait peser comme tel sur l'échiquier national, comme aspiration à l'autonomie sur la base d'un pouvoir économique toujours important, si la province n'avait pas le pouvoir à Kinshasa et si elle était unie.

### UNE UNITÉ À CONSTRUIRE

L'unité du Katanga se trouve sans doute hypothéquée si les élites katangaises ne réussissent pas à la fonder sur de nouvelles bases. Cependant, il faut le dire, l'unité interne du Katanga, même s'il y a des arguments d'ordre historique pour l'affirmer, est profondément héritière du système colonial. Elle n'a pu se former à chaque fois qu'autour du rejet des travailleurs immigrés, en l'occurrence kasaiens. En effet, à chaque fois que l'unité du Katanga se fit — que ce fut en 1958-1960 ou sous Kyungu wa Kumwanza en 1991-1993, ce fut dans un rejet collectif des Kasaiens, qui avaient acquis une position privilégiée dans le secteur minier du Katanga. Une fois la menace éliminée, les emplois répartis, la lutte entre les Lubakat du Nord, forcés à se replier sur le secteur industriel au Sud, et les habitants du Sud qui se sentirent marginalisés, reprit de plus belle.

Aujourd'hui, l'unité du Katanga pourrait encore se reconstruire autour de la figure de Moïse Katumbi, gouverneur plus efficace et

#### **5 juillet-28 octobre 1967**

mutinerie des Katangais emmenés par Jean Schramme

#### **Novembre 1967**

premiers retours des « ex-gendarmes katangais » en Angola

#### **24 décembre 1967**

date officielle de la création du Parti de la révolution populaire (PRP) de Laurent Kabila

#### **Juin 1969**

création du mouvement politico-militaire Front de libération nationale congolais

#### **30 juin 1969**

mort de Moïse Tshombe à Alger

#### **11 novembre 1975**

indépendance de l'Angola

#### **8 mars-21 mai 1977**

attaque par les Tigres. Première guerre du Shaba

#### **1<sup>er</sup> mai-19 mai 1978**

attaque par les Tigres et prise de Kolwezi. Deuxième Guerre du Shaba

#### **13-15 novembre 1984**

Première attaque de Moba par le PRP

#### **17 juin 1985**

Deuxième attaque de Moba par le PRP

#### **24 avril 1990**

discours de « démocratisation » du président Mobutu

#### **6 novembre 1991**

nomination de Kyungu wa Kumwanza comme gouverneur du Katanga et début de l'opération « Debout Katanga »

#### **Aout 1992-mars 1994**

opération d'éviction des personnes originaires du Kasai du Katanga



**17 mai 1997**  
prise de pouvoir par l'AFDL  
de Laurent Kabila à Kinshasa

**16 janvier 2001**  
assassinat de Laurent Kabila

**26 janvier 2001**  
le nouveau président Joseph  
Kabila prête serment

**30 juillet 2006**  
premier tour des élections  
présidentielles et élections  
législatives

**29 octobre 2006**  
deuxième tour des élections  
présidentielles et élections  
provinciales

**6 décembre 2006**  
Joseph Kabila prête serment  
comme président de la RDC

**24 février 2007**  
Moïse Katumbi prend  
ses fonctions comme  
gouverneur du Katanga

plus novateur que la plupart de ses collègues à travers le pays, jouissant hors de la province d'un statut quasi mythique par ses quelques efforts pour le développement du Katanga. Il ne pourra le faire qu'à condition qu'il sache gérer de façon différente la donne Nord-Sud dans la province. Il sera inévitablement confronté à un pouvoir présidentiel qui tend à vouloir s'affirmer et qui ne tolère que difficilement des personnalités politiques qui risquent de lui porter ombrage. Ainsi on arrive au paradoxe final: l'unité katangaise se construit dans l'opposition aux travailleurs étrangers kasaiens, mais aussi dans l'opposition au pouvoir central. Aussi longtemps que le Katanga domine le pouvoir central et le pouvoir provincial, le résultat sera toujours une division qui se dessine autour de la lutte pour les ressources. ■

